RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

6e Circonscription

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Scrutin du 18 novembre 1962



Jean BERNARD

Agriculteur,

Conseiller général de St-Etienne-de-St-Geoirs,

CANDIDAT D'ACTION PAYSANNE, FAMILIALE ET SOCIALE.

Habitants de la Circonscription,

Vous allez choisir votre député.

De nombreux amis m'ont sollicité. Me rangeant à leurs raisons, j'ai accepté et je dois vous dire pourquoi.

Je crois à la liberté et pense que seule la démocratie peut la sauvegarder. Mais il n'y a plus de vie démocratique sans participation des citoyens à chaque échelon de la vie publique, que ce soit la commune, le département, la Nation et l'Europe.

Depuis toujours, j'en ai la certitude. Mes fonctions de Maire et de Conseiller général m'en ont convaincu plus encore, s'il en était besoin. Elles m'ont en outre prouvé que rien ne pouvait se réaliser dans un cadre trop étroit.

Nous sommes aujourd'hui face à deux évidences : la France va connaître, au cours des toutes prochaines années, le plus grand renouveau de population qu'on puisse imaginer; des millions de jeunes arriveront à l'âge du travail — cette extension ne doit pas se faire au profit de capitales tentaculaires et bientôt inhumaines, en vidant nos cantons de leur population active.

Je vous donne, plus loin, les grandes lignes d'un programme que je crois essentiel.

Pour le réaliser, je suis sûr que le Mouvement auquel j'appartiens — et qui n'est pas le fait du hasard ou des circonstances — est le plus efficace, le plus solide, le plus humain. Je suis sûr également qu'il faut créer un permanent dialogue entre le député et les citoyens.

C'est à quoi je m'engage si vous me faites confiance le 18 novembre.

Je vous assure de mes sentiments dévoués.

Jean BERNARD

Agriculteur,
Maire de Plan,
Conseiller général de St-Etienne-de-St-Geoirs,
Candidat d'Action Paysanne, Familiale et Sociale.

Remplaçant éventuel :

Georges NEMOZ

Maire de St-Clair-du-Rhône.

LIGNES D'ACTION

UNE EXPANSION QUI NE SOIT PAS ANARCHIQUE.

Seule la décentralisation industrielle peut apporter aux centres ruraux le développement harmonieux qu'ils méritent. L'Etat en porte la responsabilité.

En effet, parallèlement à cette œuvre, doivent être accordés les crédits d'équipement qu'exigent les adductions d'eau, l'électrification, les routes, les transports et aussi les écoles, les équipements sportifs et culturels.

UNE JUSTE PART POUR L'AGRICULTURE.

En pleine évolution, après avoir réalisé partiellement son équipement et modernisé ses techniques, l'exploitation familiale agricole — qui doit être farouchement défendue — se trouve face aux problèmes considérables du monde moderne. Il faut valoriser le travail agricole.

— Rendue compétitive dans le cadre du Marché Commun, l'agriculture en effet doit assurer aux familles rurales la parité avec les autres catégories sociales. Ici se posent les problèmes de l'habitat et de la vulgarisation technique, comme ceux d'un meilleur équilibre des prix et de l'organisation des marchés.

UNE POLITIQUE DE LA JEUNESSE.

— Le père de neuf enfants qu'est Jean BERNARD sait, mieux que quiconque, tout ce qui doit être entrepris pour assurer aux jeunes une formation générale et professionnelle complète, puis des emplois.

— Il faut, là encore, décentraliser l'enseignement, qu'il soit secondaire, technique ou ménager, et le faire dans un esprit de liberté et de loyale collaboration entre les écoles publiques et les écoles privées. Il faut aussi, bien sûr, « aménager le territoire » pour que les jeunes travailleurs trouvent des emplois nouveaux proches de leur cadre de vie.

DES RÉFORMES PROFITANT A TOUS.

— On voit ainsi combien l'expansion agricole et l'expansion industrielle vont de pair. Les intérêts des salariés et les intérêts des paysans sont confondus.

— Il est de surcroît évident qu'une agriculture prospère et un meilleur pouvoir d'achat des ouvriers conditionnent le développement du commerce et de l'artisanat, l'équilibre harmonieux de la vie de nos bourgs et de nos petites communes.

UN POUVOIR ÉQUILIBRÉ, UNE EUROPE UNIE.

— Les débats constitutionnels récents ont montré aux Français combien la nécessaire stabilité du gouvernement devait être assurée dans l'équilibre des pouvoirs, seul garant de nos libertés.

— Ceux qui, depuis l'origine, derrière Robert Schuman et Pierre Pflimlin, ont lutté pour l'instauration d'une Europe unie, facteur d'expansion et garante de la Paix, continueront leurs efforts pour une intégration politique et économique, qui ne saurait être confondue avec des réunions aléatoires de simples diplomates.

IMPR. ALLIER, GRENOBLE.